

vigueur pour les fonctionnaires du service provincial de l'enregistrement et des domaines.

Nos Ministres des Finances et des Affaires économiques sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 11 août 1919.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires économiques,

HENRI JASPAR.

Le Ministre des Finances,

LÉON DELACROIX.

(Publié par le *Moniteur* du 24 août 1919, n° 256.)

N° 221. — LOI sur la détention préventive, les circonstances atténuantes et la participation du jury à l'application des peines (1).

ALBERT, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La disposition suivante est ajoutée à l'article 5 de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive dont elle formera l'alinéa 3 :

Préalablement à la comparution en Chambre du Conseil et en Chambre

(1) *Session de 1918-1919.*

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

Documents parlementaires. — Exposé des motifs et texte du projet de loi, n° 225, séance du 9 juillet 1919. — Rapport, n° 505.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption, séance du 15 août 1919.

SÉNAT.

Documents parlementaires. — N° 154. — Rapport, n° 166, séance du 19 août 1919.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption, séance du 20 août 1919.

van den provincialen dienst van registratie en domeinen van kracht zijnde besluiten.

Onze Ministers van Financiën en van Staathuishoudkundige Zaken zijn, ieder voor zooveel hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 11^e Augustus 1919.

ALBERT.

Van 's Konings wege :

De Minister van Staathuishoudkundige Zaken,

HENRI JASPAR.

De Minister van Financiën,

LÉON DELACROIX.

(Bekendgemaakt door den *Moniteur* van 24 Augustus 1919, n° 256.)

N° 221. — WET op de voorloopige hechtenis, de verzachtende omstandigheden en de deelneming der jury aan de toepassing der straffen (1).

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. De volgende bepaling wordt toegevoegd aan artikel 5 der wet van 20 April 1874 op de voorloopige hechtenis, en wel als lid 3 :

Vóór de verschijning in Raadkamer en in de Kamer van inbeschuldi-

(1) *Zittijd 1918-1919.*

KAMER DER VOLKSVERTEGENWOORDIGERS.

Bescheiden. — Memorie van toelichting en tekst van het wetsontwerp, n° 225. Vergadering van 9 Juli 1919. — Verslag n° 505.

Handelingen. — Behandeling en aanneming, vergadering van 15 Augustus 1919.

SENAAT.

Bescheiden. — N° 154. Verslag n° 166, vergadering van 19 Augustus 1919.

Handelingen. — Behandeling en aanneming, vergadering van 20 Augustus 1919.

REC. DES LOIS. — VERZ. DER WETTEN, 1919.

75^e FEUILLE.

des mises en accusation, le dossier sera mis, pendant deux jours, au greffe, à la disposition du conseil de l'inculpé. Le greffier en donnera avis au conseil par lettre recommandée.

Art. 2. Les articles 80 du Code pénal, 81 du Code pénal complété par l'article 6 de l'arrêté-loi du 14 septembre 1918, 82 du Code pénal et l'alinéa 2 de l'article 5 de la loi du 4 octobre 1867 sur les circonstances atténuantes, modifié par la loi du 26 décembre 1881, sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes qui seront insérées dans le Code pénal sous les n^{os} 80, 81 et 82 :

Art. 80. La peine de mort sera remplacée par les travaux forcés à perpétuité ou à temps, par la réclusion ou par un emprisonnement de trois ans au moins.

La peine des travaux forcés à perpétuité, par les travaux forcés à temps, par la réclusion ou par un emprisonnement de trois ans au moins.

La peine des travaux forcés de quinze ans à vingt ans par les travaux forcés de dix ans à quinze ans, par la réclusion ou par un emprisonnement de deux ans au moins.

La peine des travaux forcés de dix ans à quinze ans par la réclusion ou par un emprisonnement d'un an au moins.

La peine de la réclusion par un emprisonnement d'un mois au moins.

Art. 81. La peine de mort portée pour crime contre la sûreté extérieure de l'Etat sera remplacée par la détention perpétuelle ou à temps ou par un emprisonnement d'un an au moins.

La peine de la détention perpétuelle par la détention à temps ou par un emprisonnement d'un an au moins.

La peine de la détention extraordinaire par la détention ordinaire ou par un emprisonnement d'un an au moins.

La peine de la détention de dix ans à quinze ans par la détention de cinq ans à dix ans ou par un emprisonnement d'un an au moins.

La peine de la détention de cinq ans à dix ans par un emprisonnement d'un mois au moins.

Art. 82. Dans les cas de concours prévus aux articles 61 et 62 du Code pénal, si, à raison de circonstances atténuantes, les peines criminelles sont réduites au taux des peines correctionnelles, la juridiction de jugement pourra néanmoins ne prononcer qu'une peine unique.

Art. 3. Les articles 1, 2 et 3, alinéa 1^{er}, de la loi du 4 octobre 1867 sur les circonstances atténuantes sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

Article 1^{er}. L'appréciation des circonstances atténuantes, dans les cas

gingstelling wordt het dossier, gedurende twee dagen, in de griffie ter beschikking gesteld van den raadsman van den beklagde. Hiervan geeft de griffier aan den raadsman kennis bij aangeteekenden brief.

Art. 2. De artikelen 80 van het Strafwetboek, 81 van het Strafwetboek aangevuld bij artikel 6 der besluit-wet van 14 September 1918, 82 van het Strafwetboek en lid 2 van artikel 5 der wet van 4 October 1867 op de verzachtende omstandigheden, gewijzigd bij de wet van 26 December 1881, worden ingetrokken en vervangen door de volgende bepalingen die, onder de nummers 80, 81 en 82, in het Strafwetboek worden opgenomen :

Art. 80. Doodstraf wordt vervangen door levenslangen of tijdelijken dwangarbeid, door opsluiting of door eene gevangenisstraf van ten minste drie jaar.

Levenslange dwangarbeid, door tijdelijken dwangarbeid, door opsluiting of door eene gevangenisstraf van ten minste drie jaar.

Dwangarbeid van vijftien jaar tot twintig jaar, door dwangarbeid van tien jaar tot vijftien jaar, door opsluiting of door eene gevangenisstraf van ten minste twee jaar.

Dwangarbeid van tien jaar tot vijftien jaar, door opsluiting of door eene gevangenisstraf van ten minste één jaar.

Opsluiting, door eene gevangenisstraf van ten minste ééne maand.

Art. 81. De doodstraf, voorzien in zake misdaad tegen de veiligheid van den Staat buitenslands, wordt vervangen door levenslange of tijdelijke hechtenis of door eene gevangenisstraf van ten minste één jaar.

Levenslange hechtenis, door tijdelijke hechtenis of door eene gevangenisstraf van ten minste één jaar.

Buitengewone hechtenis, door gewone hechtenis of door eene gevangenisstraf van ten minste één jaar.

Hechtenis van tien jaar tot vijftien jaar, door hechtenis van vijf jaar tot tien jaar of door eene gevangenisstraf van ten minste één jaar.

Hechtenis van vijf jaar tot tien jaar, door eene gevangenisstraf van ten minste ééne maand.

Art. 82. In geval van samenloop, voorzien bij de artikelen 61 en 62 van het Strafwetboek, kan het rechtsprekende college, wanneer op grond van verzachtende omstandigheden de lijfstraffen verminderd worden tot den omvang van boetstraffen, niettemin slechts eene enkele straf uitspreken.

Art. 3. De artikelen 1, 2 en 3, 1^e lid, van de wet van 4 October 1867 op de verzachtende omstandigheden, worden ingetrokken en vervangen door de volgende bepalingen :

Artikel 1. De beoordeeling van de verzachtende omstandigheden, in de

prévus par le chapitre IX, livre I^{er}, du Code pénal, appartient aux juridictions de jugement et, ainsi qu'il est dit ci-après, aux juridictions d'instruction.

Ces circonstances atténuantes seront indiquées dans leurs arrêts et jugements.

Art. 2. Dans les cas où il y aurait lieu de ne prononcer qu'une peine correctionnelle à raison de circonstances atténuantes, d'une excuse ou de la surdi-mutité de l'inculpé, la Chambre du Conseil pourra, à l'unanimité de ses membres, et par une ordonnance motivée, renvoyer le prévenu au tribunal de police correctionnelle.

Toutefois, la Chambre du Conseil ne jouira de cette faculté en cas de circonstances atténuantes que pour autant que la peine normale soit de quinze ans de travaux forcés au maximum, à moins qu'il ne s'agisse d'infractions prévues par les articles 471 et 472 du Code pénal.

Art. 3. Le tribunal de police correctionnelle devant lequel le prévenu sera renvoyé ne pourra décliner sa compétence en ce qui concerne les circonstances atténuantes, l'excuse ou la surdi-mutité.

Art. 4. L'alinéa dernier de l'article 342 du Code d'instruction criminelle est abrogé; les articles 362 à 371 du même Code sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

Art. 362. Lorsque l'accusé aura été déclaré coupable, le Procureur général fera réquisition pour l'application de la loi.

Le Président demandera à l'accusé s'il n'a rien à dire pour sa défense.

L'accusé et son conseil ne pourront plus plaider que le fait est faux, mais seulement qu'il n'est pas défendu ou qualifié infraction par la loi ou qu'il ne mérite pas la peine dont le Procureur général a requis l'application.

Art. 363. La Cour prononcera l'absolution de l'accusé, si le fait dont il est déclaré coupable n'est pas défendu par une loi pénale.

Art. 364. Si ce fait est défendu, même s'il ne se trouve plus être de la compétence de la Cour d'assises, le Président fera retirer l'accusé de l'auditoire et la Cour se rendra avec les jurés dans leur chambre. Le collège ainsi constitué, présidé par le Président de la Cour, délibérera sur la peine à prononcer conformément à la loi pénale.

Les décisions seront prises à la majorité absolue des voix.

Le Président recueillera les opinions individuellement; les jurés opineront les premiers, en commençant par le plus jeune, puis les

gevallen bij hoofdstuk IX, 1^e boek, van het Strafwetboek voorzien, berust bij het rechtsprekende college en zooals hierna is bepaald, bij de rechtsmachten belast met het onderzoek.

Die verzachtende omstandigheden worden in hunne arresten en vonnissen medegedeeld.

Art. 2. In de gevallen waarin er gronden mochten bestaan om alleen eene boetstraf uit te spreken, wegens verzachtende omstandigheden, eene versooning of doofstomheid van den beklagde, kan de Raadkamer met eenparige stemmen harer leden en door eene met redenen omkleede beschikking, den beklagde naar de boetstraffelijke rechtbank verwijzen.

Echter kan de Raadkamer van deze vrijheid, bij voorhanden zijn van verzachtende omstandigheden, slechts gebruik maken voor zoover de normale straf ten hoogste vijftien jaar dwangarbeid bedraagt, ten ware het inbreuken gold, bij de artikelen 471 en 472 van het Strafwetboek voorzien.

Art. 3. De boetstraffelijke rechtbank, voor welke de beklagde verwezen is, kan hare bevoegdheid niet afwijzen, wat betreft de verzachtende omstandigheden, de versooning of de doofstomheid.

Art. 4. Het laatste lid van artikel 342 van het Wetboek van Strafvordering wordt ingetrokken; de artikelen 362 tot 371 van hetzelfde Wetboek worden ingetrokken en door de volgende bepalingen vervangen :

Art. 362. Wanneer de beklagde schuldig zal zijn verklaard, vordert de procureur-generaal de toepassing der wet.

De Voorzitter vraagt den beklagde of hij niets te zijner verdediging heeft in te brengen.

De beklagde en zijn raadsman mogen niet meer pleiten dat het feit valsch is, doch alleen dat het door de wet niet verboden of niet als eene inbreuk omschreven wordt of dat het niet de straf verdient waarvan de procureur-generaal de toepassing vordert.

Art. 363. Het Hof spreekt den beklagde vrij, indien het feit, waarvan hij schuldig werd verklaard, niet door eene strafwet is verboden.

Art. 364. Indien dit feit is verboden, zelfs wanneer het niet meer behoort tot de bevoegdheid van het Hof van Assisen, verwijderd de Voorzitter den beklagde uit de gehoorzaal en het Hof begeeft zich met de gezworenen naar hunne kamer. Het aldus samengesteld lichaam, door den Voorzitter van het Hof voorgezeten, beraadslaagt over de straf overeenkomstig de strafwet uit te spreken.

De beslissingen worden genomen bij volstreckte meerderheid van stemmen.

De Voorzitter neemt elke meening na de andere in ontvangst; de gezworenen brengen eerst hunne stem uit, beginnende met den jongste,

magistrats assesseurs en commençant par le dernier nommé et enfin le Président.

Si différents avis sont ouverts, on ira une seconde fois aux voix

Si, après ce second vote, plus de deux opinions subsistent, sans qu'aucune ait recueilli la majorité absolue, les juges ou les jurés qui auront émis l'opinion la moins favorable à l'inculpé seront tenus de se réunir à l'une des autres opinions.

Si, après cela, plus de deux opinions subsistent encore sans qu'aucune ait recueilli la majorité absolue, la disposition prévue à l'alinéa précédent recevra à nouveau application jusqu'au moment où une opinion aura recueilli la majorité absolue.

Art. 365. L'accusé qui succombera sera condamné aux frais envers l'Etat.

Art 366. La Cour et les Jurés rentreront ensuite dans l'auditoire et reprendront leur place. Le Président fera introduire l'accusé et donnera à haute voix lecture de l'arrêt, il lira également le texte de la loi sur laquelle est fondée la condamnation.

Après avoir prononcé l'arrêt, le Président pourra, selon les circonstances, exhorter l'accusé à la fermeté, à la résignation ou à réformer sa conduite. Il l'avertira de la faculté qui lui est accordée de se pourvoir en cassation et du terme dans lequel l'exercice de cette faculté est circonscrit.

Art. 367. Dans le cas d'absolution comme dans celui de condamnation, la Cour statuera sur les dommages-intérêts ou restitutions prétendus par la partie civile.

Celle-ci fera sa réquisition. L'accusé et son conseil pourront plaider seulement que le fait n'emporte pas de dommages-intérêts au profit de la partie civile ou que celle-ci élève trop haut les dommages-intérêts qui lui sont dus. Le Procureur Général sera entendu en son avis.

Art. 368. Les juges délibéreront ensuite et opineront à voix basse; ils pourront, pour cet effet, se retirer dans la chambre du Conseil, mais l'arrêt sera prononcé à haute voix par le Président, en présence du public et de l'accusé.

La Cour pourra commettre l'un des juges pour entendre les parties, prendre connaissance des pièces et faire du tout son rapport, ainsi qu'il est dit à l'article 358.

Art. 369. La Cour condamnera l'accusé qui succombe aux frais envers la partie civile; elle condamnera la partie civile qui succombe aux frais envers l'Etat et envers l'accusé.

vervolgens de bijzittende magistraten te beginnen met den laatsbenoemde en, ten slotte, de Voorzitter

Zijn de meeningen verschillend, dan wordt opnieuw gestemd.

Blijven, na deze tweede stemming, meer dan twee meeningen heerschen zonder dat eene harer de volstreckte meerderheid heeft verworven, dan zijn de rechters of de gezworenen, die zich het minst gunstig ten voordeele van den beklagde hebben uitgesproken, gehouden zich met eene der andere meeningen te vereenigen.

Blijven nadien nog meer dan twee meeningen heerschen, zonder dat eene harer de volstreckte meerderheid heeft verworven, dan wordt de bij het voorgaande lid voorziene bepaling opnieuw toegepast, totdat eene meening de volstreckte meerderheid hebbe bekomen.

Art. 365 De beklagde, die in het ongelijk wordt gesteld, wordt verwezen in de kosten ten aanzien van den Staat.

Art. 366. Het Hof en de Gezworenen keeren vervolgens naar de gehoorzaal terug en herneemen hunne plaats. De Voorzitter doet den beklagde verschijnen en geeft met luider stem lezing van het arrest; hij leest insgelijks den tekst der wet waarop het vonnis is gegrond.

Na uitspraak van het vonnis, kan de Voorzitter, naar omstandigheden, den beklagde aansporen tot kloekmoedigheid, tot gelatenheid of tot verbetering van zijn gedrag. Hij deelt hem mede dat het hem vrij staat zich in cassatie te voorzien en welke de termijn is waarbinnen hij dit kan doen.

Art. 367. Zoo in geval van niet-schuldigverklaring als in geval van schuldigverklaring, doet het Hof uitspraak in zake de schadevergoeding of de teruggave, waarop de burgerlijke partij aanspraak maakt.

Deze stelt haren eisch. De beklagde en zijn raadsman mogen slechts pleiten dat het feit geen aanleiding geeft tot schadevergoeding ten bate van de burgerlijke partij of dat deze de haar verschuldigde schadevergoeding te hoog stelt. De Procureur-Generaal wordt daaromtrent gehoord.

Art. 368. De rechters beraadslagen daarna en brengen stil hunne stem uit; te dien einde kunnen zij zich in de Raadkamer afzonderen, maar het arrest wordt door den Voorzitter met luider stem afgekondigd ten overstaan van het publiek en den beklagde.

Het Hof kan aan een der rechters opdracht geven om partijen te hooren, kennis te nemen van de stukken en over een en ander verslag uit te brengen zooals gezegd is in artikel 358.

Art. 369. Het Hof verwijst den beklagde, welke in het ongelijk wordt gesteld, in de kosten ten aanzien van de burgerlijke partij; het verwijst de burgerlijke partij, welke in het ongelijk wordt gesteld, in de kosten ten aanzien van den Staat en van den beklagde.

Art. 370. La Cour ordonnera que les effets pris seront restitués au propriétaire.

Néanmoins, s'il y a eu condamnation, cette restitution ne sera faite qu'en justifiant, par le propriétaire, que le condamné a laissé passer les délais sans se pourvoir en cassation ou, s'il s'est pourvu, que l'affaire est définitivement terminée.

Art. 371. Les arrêts sont écrits par le greffier et signés par le Président ou, s'il est empêché de signer, par le plus ancien juge; ils contiennent le texte de la loi pénale appliquée, à peine d'une amende de 100 francs contre le greffier.

Art. 5. Le chiffre 363 est substitué au chiffre 364 dans le 2^e alinéa de l'article 410 du Code d'instruction criminelle et l'alinéa 1^{er} de l'article 434 du même Code est modifié comme suit :

Si l'arrêt a été annulé pour avoir prononcé une peine autre que celle que la loi applique à la nature du crime, la Cour d'assises à qui le procès sera renvoyé rendra son arrêt conformément aux articles 362 et suivants du Code d'instruction criminelle modifiés par la présente loi, sur la déclaration de culpabilité déjà faite par le jury.

Art. 6. La présente loi entrera en vigueur le lendemain de sa publication au *Moniteur*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur*.

Donné à Ciergnon, le 23 août 1919.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre de la Justice,
E. VANDERVELDE.

Scellé du sceau de l'Etat :
Le Ministre de la Justice,
E. VANDERVELDE.

(Publié par le *Moniteur* du 25-26 août 1919, n^o 237-238.)

Art. 370. Het Hof beveelt dat de aangehaalde voorwerpen aan den eigenaar zullen teruggegeven worden.

Nochtans, indien een veroordeeling werd uitgesproken, geschied deze teruggave slechts indien door den eigenaar wordt bewezen dat de veroordeelde den termijn heeft laten verstrijken zonder zich in cassatie te voorzien of, heeft hij dat wel gedaan, dat de zaak voorgoed afgewikkeld is.

Art. 371. De arresten worden door den griffier geschreven en door den Voorzitter ondertekend, of, indien deze belet is te teekenen, door den oudsten rechter; zij bevatten den tekst der toegepaste strafwet, op straffe eener geldboete van 100 frank ten laste van den griffier.

Art. 5. Het cijfer 364 in het tweede lid van artikel 410 van het Wetboek van Strafvordering wordt vervangen door het cijfer 363, en het eerste lid van artikel 434 van hetzelfde Wetboek wordt als volgt gewijzigd :

Werd het arrest vernietigd omdat daarbij eene andere straf was uitgesproken dan die welke de wet voor den aard der misdaad voorziet, dan doet het Hof van Assisen, waarnaar de zaak wordt verwezen, op de reeds door de jury gedane verklaring van schuld uitspraak overeenkomstig de artikelen 362 en volgende van het Wetboek van Strafvordering, bij deze wet gewijzigd.

Art. 6. Deze wet wordt van kracht daags na hare bekendmaking in het *Staatsblad*.

Kondigen de tegenwoordige wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel bekleed en door den *Moniteur* bekendgemaakt worde.

Gegeven te Ciergnon, den 23ⁿ Augustus 1919.

ALBERT.

Van 's Konings wege :
De Minister van Justitie,
E. VANDERVELDE.

Met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,
E. VANDERVELDE.

(Bekendgemaakt door den *Moniteur* van 25-26 Augustus 1919, n^o 237-238.)